

Mélenchon: «Si je suis élu, j'abrogerai la loi El Khomri»

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU ET STÉPHANE ALLIÈS
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 3 JUILLET 2016



© Reuters

Brexit, Podemos, avenir de l'Europe et des États-nations, loi sur le travail et violences policières... Le candidat Mélenchon analyse l'actualité européenne et sociale, s'explique sur sa stratégie et dévoile ses premiers axes de campagne en vue de 2017.

Un mois après le lancement de sa campagne place de la Bataille-de-Stalingrad à Paris, l'ancien candidat du Front de gauche de 2012 s'installe dans son nouveau costume de candidat de « la France insoumise » de 2017, ce « parti sans mur » auquel il croit désormais. Jean-Luc Mélenchon n'a plus à composer avec les contraintes de cartel, et s'est lancé à l'assaut de l'Élysée en assumant d'être « hors parti ». Dans un entretien à Mediapart, il réagit aux actualités européennes et sociales récentes, et affirme l'importance, aux côtés de l'écologie, de la nation et du souverainisme populaire dans sa réflexion programmatique.



Jean-Luc Mélenchon au parlement européen, en janvier 2016 © Reuters

Une semaine après le Brexit, comment expliquez-vous le fait que, contrairement à 2005 en France, il n'y ait pas eu de « Non de gauche » ?

En 2005, c'est parce qu'une partie de la gauche et de nombreux socialistes se sont engagés à ciel ouvert que le terrain de la critique de l'Europe libérale n'a

pas été abandonné aux seuls nationalistes d'extrême droite. Du coup, le débat dans la société a pu aussi devenir un débat dans le mouvement socialiste qui comptait bien l'étouffer. Cela dit toute l'importance d'assumer publiquement ses convictions. Si Jeremy Corbyn [*le chef de file des travaillistes britanniques - ndlr*] était vraiment partisan du Brexit, il fallait qu'il l'assume. Car il affronte maintenant ce à quoi il croyait échapper : une crise de son organisation. Il s'est coupé de l'appui des milieux populaires qui ont voté, sans lui, contre les prises de position de la droite de son parti. C'est donc une erreur totale d'avoir abandonné à la droite extrême et à l'extrême droite l'électorat de gauche hostile à l'Europe libérale. Aussi, faute de point d'appui, je ne me suis pas impliqué sur place dans ce débat.

Cela dit, la question reste entière de savoir quelle doit être la position de gauche en Angleterre. Car elle n'est pas dans la zone euro, n'applique pas la plupart des règles communautaires et elle a même posé son « opt out » sur la plupart des seuils sociaux des traités européens. Et qu'elle soit dedans ou dehors, l'Angleterre s'est toujours opposée à toute avancée vers une Europe sociale... Mais je ne m'attendais pas à ce que disparaisse la voix de la gauche. Une occasion historique de tourner la page du blairisme est perdue. Car la question de l'Europe met à nu et à vif la contradiction existant entre la gauche fidèle à son programme progressiste historique et les usurpateurs qui sont les gérants enthousiastes de l'ordre établi. Il ne faut jamais manquer une occasion d'isoler ces derniers dans le peuple. C'est du vote populaire que doit venir la défaite du « social libéralisme ». Pas des intrigues des congrès truqués du PS.

Le vote a des conséquences sur la direction du vent qui souffle sur l'Europe. Après les moments grecs ou espagnols, où le refus de l'austérité se faisait sentir, c'est désormais celui des replis identitaires...

Le bilan est en effet très contrasté. Je récuse le concept de repli identitaire qui stigmatise la résistance sociale contre la perte des acquis sociaux du pays. Le point positif, c'est que la question européenne va être

centrale dans la campagne présidentielle. En 2012, je ne suis pas arrivé à faire entrer ce débat dans l'agenda de la campagne. Je m'étais fait couper l'herbe sous le pied par le fait que François Hollande avait dit très tôt qu'il renégocierait le traité de stabilité accepté par Sarkozy (TSCG). Par conséquent, bien des gens se sont dit "en réalité ils disent la même chose". Alors mon point de vue est apparu comme une méfiance exagérée. En réalité, François Hollande savait déjà qu'il ne renégocierait rien et trahirait tous ceux qui ont voté pour lui. La première marche du Front de gauche après 2012 a été contre l'adoption de ce traité par le parlement à Versailles...

Hollande n'a pas changé. Encore samedi dernier quand nous avons été reçus à l'Élysée avec mes camarades du PG, François Hollande et Jean-Marc Ayrault nous ont dit que leur projet après le Brexit, c'est une intégration plus avancée de certains pays à l'intérieur du cadre déjà existant. Leurs priorités : un cadre budgétaire contraignant dans la zone euro et une défense commune. Ce sont des éléments de désintégration de la puissance de la nation française et de son contrôle populaire. Je précise que quand je parle de "nation", je parle du peuple français.

Vous allez mener campagne sur la sortie des traités ?

Pour l'instant, on voudrait nous enfermer dans la dialectique du diable. Soit on est hostile à l'Europe actuelle et on est immédiatement assigné xénophobe ou anti-européen. Soit on est favorable à l'idée d'une union continentale, et on doit immédiatement avaler la mondialisation heureuse, les politiques d'équilibres budgétaires, la règle d'or, l'Otan et la guerre avec la Russie. Aucun esprit libre ne peut trouver son compte dans une alternative pareille. C'est ce qui m'a amené à tracer la feuille de route avec un plan A et un plan B. Le plan A prévoit qu'on rediscute des traités. Tout le monde doit en sortir en Europe. Si c'est refusé, il ne faut céder à aucune des menaces, chantages ou violences habituelles de l'Europe allemande. Il faut être prêt à sortir de cette camisole de force. La nouvelle assemblée devra fixer le mandat de négociation et le

peuple français sera ensuite appelé à se prononcer sur le résultat de la négociation. D'un bout à l'autre du processus le peuple décidera.

La situation ne commande-t-elle pas d'unifier les "plans B" de l'autre gauche européenne, le vôtre et celui du Grec Yanis Varoufakis, celui du Labour ou de Syriza, en passant par Podemos ?

On ne peut pas. Cela ne fonctionne que si cela reste très ouvert. Chacun pose la question du plan B en fonction de son propre rapport de force national. La Grèce et la France ne pèsent pas pareil. Cependant, l'Europe du Sud a une place particulière. Les trois plus grandes puissances économiques après l'Allemagne sont là. Et c'est là que s'exprime la résistance la plus vive au processus d'annexion par l'Union européenne.

Annexée ?

Le terme d'annexion peut paraître dur, mais depuis l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest, le processus de libéralisation de l'Europe repose sur l'annexion. Toutes les structures des États, notamment ceux qui arrivent dans l'Union, commerciales, juridiques et parfois même politiques, sont démantelées. J'ai expliqué ce mécanisme dans mon livre *Le Hareng de Bismarck*. Ceux qui résistent sont frappés à tour de bras. La violence politique de l'Europe a frappé l'Irlande, puis Chypre, puis la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal. À chaque fois, le pays est traité comme un enfant qui n'aurait pas été sage. Puis il est rudement saigné et pillé.

Après le Brexit, s'il y a de nouvelles représailles, elles ne seront pas contre la liberté du commerce et la finance – la City est bien trop importante pour eux, mais contre les États-nations. D'un point de vue français dans l'histoire longue, que l'Irlande soit réunifiée ou l'Écosse indépendante, fût-ce sous le prétexte de rester dans l'UE, c'est très confortable. Mais attention à la boîte de Pandore qu'on ouvre ! Car ensuite viendront tout aussi légitimement la Catalogne, la Flandre belge... En Europe, certaines nations sont des constructions récentes. Les royaumes sont par nature hétéroclites. Et les eurolâtres sont très friands de la mise en cause des États-nations. Après la destruction des acquis sociaux, la pente vers la

destruction de la souveraineté nationale des peuples est déjà bien prise. Est-on prêt à voir bouleverser toutes les frontières en Europe ?

Marine Le Pen demande désormais un référendum sur la sortie de l'UE, et non plus de la seule zone euro. On voit mal comment le sujet ne sera pas porté médiatiquement pendant la campagne présidentielle. Comment allez-vous y répondre ?

Je vais mener une bataille de conviction. Elle sera compliquée, comme le sont toutes celles qui demandent un peu de subtilité et nécessitent de sortir du noir et blanc. Mme Le Pen s'est collée à la distance d'une feuille de papier à cigarettes d'à peu près tout ce que nous disons sur le sujet. Elle sait bien l'importance de l'enjeu : qui va prendre la tête de la critique de l'UE ? Car ceux-là organiseront le futur au moment où tout le système va s'écrouler. Qui dirigera alors ? Les "éthnicistes nationalistes" ou les humanistes républicains ?

La position de Mme Le Pen est un nationalisme très étroit, qui renonce à toute politique européenne. Moi, je resterai ancré dans la stratégie "Plan A/Plan B". Ma position, ce n'est ni l'allégeance aveugle, ni l'enfermement, revenant à renoncer à toute ambition pour mon pays. Pour quelles raisons abandonnerions-nous le continent à la domination du gouvernement allemand ? Ce serait historiquement irresponsable. L'Europe du Sud peut renverser la table si nous, la France, nous avons un projet clair et proposé en pleine lumière à tous les peuples d'Europe. On verra alors dans l'Europe de l'Est nombre de pays vouloir desserrer l'étau dans lequel ils sont.



© Reuters

En 2012, vous représentiez le Front de gauche. Cette fois, vous vous présentez au nom de la "France insoumise", sans le mot gauche...

Depuis 2012, on s'est présenté parfois comme la « vraie gauche » à cause de l'écœurement que la « gauche officielle » soulevait. Mais cela nous relègue, dans le système médiatique, à l'extrême gauche. Or nous ne sommes pas des extrémistes. Et puis je reste persuadé que, plutôt que nous épuiser dans une bataille d'étiquettes qui ne parle pas à la société, nous avons intérêt à toucher les profondeurs du pays, qui ne se reconnaissent ni dans la gauche de François Hollande ni dans la droite de Nicolas Sarkozy, mais qui pourraient être entraînés par notre discours sur l'indépendantisme français, la souveraineté populaire, la planification écologique, le progrès humain et le mix particulier que j'opère de tout cela. Il faut surmonter le blocage des étiquettes pour pouvoir fédérer largement le peuple et la société autour d'objectifs communs. Il faut aussi entraîner l'électorat de gauche qui a basculé dans le vote FN ou l'abstention. Plutôt que la gauche de Hollande et la droite de Sarkozy, je préfère donc opposer les nucléaristes aux partisans des énergies renouvelables, les "eurolâtres" aux "euroréalistes", et ainsi de suite...

À propos de la loi sur le travail, comment appréhendez-vous la possibilité d'une défaite du mouvement social ?

D'abord commençons par interroger le concept de « défaite ». L'affaire n'est pas encore pliée et la séquence du 49-3, si elle a lieu, ne sera pas indolore pour ce gouvernement. Dans ce cas, les députés de gauche doivent voter la censure, d'où qu'elle vienne, pour bloquer la loi. Jusqu'à la fin, François Hollande peut considérer que l'exercice est finalement trop coûteux politiquement. Et qu'assurer la victoire idéologique aux méthodes de Monsieur Valls coûte trop cher à sa campagne de réélection.

Ce n'est pas parti pour...

Qui sait ? Les révolutions de palais sont la spécialité du PS hollandais. Qui aurait pu prévoir que Montebourg et Hamon allaient comploter pour remplacer Ayrault par Valls ? Qui pouvait imaginer qu'une fois le triumvirat installé, Valls réglerait leur compte à ses deux complices en trois mois. Le règne de la cour, c'est

le hollandisme réel. Le dernier qui a parlé a raison. Il est donc tout à fait imaginable que François Hollande change son fusil d'épaule.

Si tel n'est pas le cas, la bataille n'est pas finie pour autant. Et je prends l'engagement que si je suis élu, j'abrogerai la loi El Khomri et je rétablirai la hiérarchie des normes sociales. Ceux qui croient que le peuple est un troupeau de gens sans cervelle ni mémoire se trompent lourdement. L'onde de choc des grands mouvements sociaux a toujours eu des conséquences politiques : Mai-68 avec 1981, décembre 1995 avec 1997.

D'ailleurs, le mouvement contre la loi El Khomri a déjà eu un effet oxygénant. Pendant quatre mois, on a parlé d'autre chose que de terrorisme ou d'islam. Et puis les leaders syndicaux du front du refus ont été extraordinaires. Jean-Claude Mailly [FO – ndlr] et Philippe Martinez [CGT – ndlr], Éric Beynel [Solidaires – ndlr] et tous les autres ont résisté à toutes les provocations qui leur ont été faites. Les confédérations ont joué leur rôle : la lutte a pu se dérouler sur plusieurs tableaux sans que toutes les forces soient continuellement jetées dans la bataille. C'est le syndicalisme confédéré dans ce qu'il a de meilleur.

Cette bataille a aussi été une école extraordinaire pour la formation et l'élargissement de ce qui va être le protagoniste de ma campagne : le « parti sans murs ». Cette masse de gens de tous âges, de toute condition, qui partage une vision commune anti-capitaliste et anti-productiviste, et une culture commune humaniste à bord flou. Pour ce parti sans murs, le cycle de la loi El Khomri ne s'achèvera que dans l'élection présidentielle de 2017.

Comment vivez-vous, en républicain assumé, la question des violences policières observées pendant ce mouvement contre la loi travail et qu'on pourrait voir aussi à l'œuvre lors de l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes que Manuel Valls semble déterminé à mener ?

Je suis très chagrin du fait qu'à chaque fois qu'on parle de la République, ce soit pour parler du maintien de l'ordre... de la police ou de l'armée. Doucement ! Ça

l'inclut évidemment, mais ça ne s'y limite pas. Après quoi, la bonne police, c'est la police républicaine. Et la police républicaine ne bat pas une personne à terre, elle ne fait pas des tirs tendus, elle ne lâche pas des grenades de désencerclement au milieu d'un rassemblement.

D'un autre côté, je ne suis pas d'accord pour qu'on assaille des rangs de policiers avec des pavés ou des barres de fer. Où est l'honneur d'aller mener une guerre privée contre une troupe qui ne l'est pas ? Quel est le sens humain d'un incendie de véhicule où sont deux agents, un pavé qui brise le crâne d'un fonctionnaire ? Ceux qui ont cassé des vitrines ont-ils fait avancer quelque idée que ce soit dans ce pays ? Qu'ont-ils fait à part servir l'ennemi ? Dans l'esprit de gens simples, les gens qui luttent contre la loi El Khomri sont réduits à des casseurs de vitrines.

Ils cassent des vitrines de banque, des distributeurs automatiques. Vous considérez qu'ils ne font pas partie du mouvement contre la loi sur le travail ?

Ils ont sans doute des raisons d'être contre les banques. Ce qui est aussi mon cas. Mais que croient-ils ? Cette méthode-là ne conduit à rien, nulle part, dans aucun pays du monde. La violence dite révolutionnaire n'a jamais rien donné d'utile. C'est toujours nous qui mourons les premiers : les plus dévoués, les plus courageux, les plus conscients. Nous n'avons jamais le niveau d'armement qui permet de faire le poids. Et si nous l'avions : pour quoi faire ?

Notre projet est organiquement lié aux actions de masse. Les meilleures manifestations sont celles où l'on peut venir avec les poussettes et les gamins. Mais ce débat-là n'est pas d'aujourd'hui ; il date du XIX^e siècle. Je vous renvoie à Jaurès. Les courageux sont le grand nombre qui accepte de perdre une journée de travail, qui va manifester, qui sait qu'il peut perdre son boulot, qui sait qu'il va éventuellement être fiché après avoir été fouillé. Ce ne sont pas ceux qui arrivent avec un casque, un masque, une barre de fer, qui cassent trois vitrines, mettent le feu à une voiture et qui rentrent à la maison prendre leur goûter. Seuls les vautours médiatiques les adorent.

Vous ne condamnez pourtant pas cette violence lorsqu'il s'agit des Continental ou des syndicalistes d'Air France. Pourquoi ceux-là seraient plus légitimes que ceux-ci ?

Parce qu'à Air France ou chez les Conti, la violence imposée c'est celle des actionnaires contre le droit à l'existence des salariés. Il ne faudrait pas l'oublier ! Personne parmi les syndicalistes n'a voulu ni choisi, côté salarié, cette violence ! Et dans le cas de Conti, la justice a donné raison aux salariés contre les employeurs : leur licenciement économique n'était pas fondé ! On va voir bientôt que le cas d'Air France est moins simple que les accusations publiques sans preuve du premier ministre ! En tout cas, personne n'avance masqué dans leur lutte !

La question du maintien de l'ordre risque aussi de se poser avec acuité à Notre-Dame-des-Landes dès cet automne.

Mais où est l'ordre à Notre-Dame-des-Landes ? C'est devenu le symbole de la lutte contre les grands projets inutiles parce que ce projet d'il y a 50 ans pour faire atterrir le Concorde est une insulte aux procédures normales d'un pays honnête.

Voilà encore une situation où ce gouvernement à l'air patelin manifeste en réalité une totale brutalité, poussant tout aux extrêmes. Il est lui-même le principal facteur de désordre. Par exemple avec ce référendum dans un tout petit secteur de la population alors qu'il s'agit d'un projet censé être d'intérêt national. De ce fait, le gouvernement établit une confusion désastreuse sur le sens de l'État républicain. Dès lors, l'usage de la force publique pour faire appliquer une décision inique est illégitime.



Jean-Luc Mélenchon à la tribune du congrès du PG de Villejuif © PG

Après cinq mois de campagne, et par rapport à 2012, votre liberté de parole, en dehors des contraintes du Front de gauche, compense-t-il à vos yeux le déficit probable de structuration militante, de financement, de parrainages ?

Je veux d'abord commencer par ce qui est le plus important : cette campagne a pour moi une signification qui va au-delà de l'aspect purement électoral et immédiat. L'enjeu, c'est aussi l'installation d'un nouveau progressisme écologiste et social, d'un nouvel humanisme politique en France comme courant à vocation majoritaire en France.

Le vieux courant progressiste s'est effondré sur lui-même. Il a laissé des pièces et des morceaux très divers que des politiciens assemblent sans imagination ni cohérence pour aller aux élections. La première tâche consiste à reformuler notre cadre programmatique au sens historique du terme. Je ne parle pas ici de l'ensemble des mesures à mener lorsqu'on est élu, mais du projet pour changer l'histoire de la civilisation humaine, après le rêve socialiste. J'ai répondu à cette question par un cheminement spécifique qui s'est traduit dès le lendemain de 2012, avec les assises de l'éco-socialisme et la publication de mes livres *La Règle verte* puis *L'Ère du peuple*. C'est pour moi un changement de paradigme articulé autour du « peuple » comme acteur de l'histoire, la planification écologique, et une stratégie révolutionnaire appuyée sur la convocation d'une assemblée constituante.

Pour moi, l'écologie politique est le pivot du nouveau projet historique de l'humanisme progressiste. C'est le point de départ du raisonnement. Il n'y a qu'un écosystème compatible avec la vie humaine et cet écosystème est mis en danger. Par exemple, nous savons que les événements climatiques extrêmes sont déjà là, qu'ils vont s'amplifier, que leur progression ne sera pas linéaire. Ils nous mettent au pied du mur : tous ensemble ou chacun pour soi ? La rupture essentielle à opérer est donc avec le productivisme. Mais le productivisme est un tout où le social, l'écologie et la démocratie et la culture sont encastrés dans le système global que forme le nouvel âge du capitalisme financiarisé.

Y a-t-il un fait particulier qui vous a amené à ce cheminement vers la priorité écologique ?

Non, c'est un tout depuis 2007 et mes premiers textes sur le sujet. Il y a aussi des chocs qui viennent au renfort de votre prise de conscience. Nous sommes aujourd'hui 7 milliards d'humains. Quand je suis né, nous n'étions que 2 milliards et nous serons bientôt 10 milliards. C'est une pression sur l'écosystème spectaculaire ! Exemple : la mer Méditerranée se transforme en égout : quand j'étais gamin, il n'y avait pas besoin de se faire vacciner pour aller se baigner ! Et quand vous montez dans un avion, vous allez à dix mille kilomètres de là et vous avez l'impression d'être toujours dans le même aéroport et la même ville, parce que la civilisation humaine a uniformisé les goûts et les couleurs en vue de ses productions de masse, même les plus inutiles.

Ma campagne sera donc la mise en scène de cette manière de voir les choses et de ses conséquences pratiques. À partir de là, on règle le problème de l'emploi, de la santé, de l'alimentation, dans un sens « collectiviste » en prenant comme point de départ un nouvel humanisme. Ma vision centralise l'être humain : je ne suis pas un environnementaliste, ou un naturaliste. Je pars du fait que c'est le seul écosystème compatible avec l'être humain.

J'ai aussi essayé de tirer des leçons de l'Amérique latine. On y a vu comment la seule redistribution des richesses, sans interroger ce qu'est une richesse aboutit à une situation absurde : on tire des millions de gens de la pauvreté qui deviennent classe moyenne en s'autodéfinissant par des modes de consommation ostentatoires sans fin et contre-productifs. Dès lors, je ne ferai plus de concessions. Ma campagne marchera sur deux jambes : ce nouvel humanisme et l'indépendantisme français.

Quel dispositif opérationnel allez-vous mettre en place ?

J'ai dit dès décembre à mes partenaires du Front de gauche que j'estimais qu'il fallait démarrer tôt la campagne. Ils ont refusé en pariant sur une primaire. J'étais persuadé que cette idée finirait par éclater comme une bulle. C'est ce qui s'est produit. Voyez

Madame Cosse qui était au premier rang de la réunion de Belleville *[pour une primaire – ndlr]* ! Elle était le lendemain assise au gouvernement de Valls. Donc j'ai proposé ma candidature comme méthode alternative. Pour être honnête, je ne m'attendais pas à recevoir séance tenante un tel tir de barrage du Parti communiste : le soir même ! Je fais avec. C'est une sorte d'épreuve de vérité, douloureuse pour les amitiés mais salutaire contre les illusions.

Au regard de ces cinq premiers mois de campagne, êtes-vous confiant sur les dix mois qui restent ?

Il y aura sans aucun doute beaucoup de bourrasques et de péripéties. C'est pourquoi je m'acharne à ancrer notre force profondément dans le terrain. Mais le calendrier est désormais stabilisé autour des dates des primaires du PS et de LR. Cambadélis *[le premier secrétaire du PS – ndlr]*, qui est un homme méthodique, a attendu patiemment que tous les velléitaires s'épuisent. Quand il a mis en place « la Belle alliance », la photo était calamiteuse, et l'attelage calamiteux. Mais il est parvenu à imposer son cadre d'action. Il est vrai qu'il a été servi d'une manière incroyable par la pusillanimité des Verts et du PCF, un jour oui un jour non. Désormais les cibles cessent de virevolter. Il faut les laisser faire le ménage dans leurs rangs.

De mon côté, on peut dire que ces cinq mois ont été très positifs pour la démarche que j'ai enclenchée. D'une part, il y a la constitution d'une force, avec plus de 100 000 signatures d'appui à ma candidature. D'autre part, il y a la formation d'un mouvement dont on a vu la force dans le rassemblement place Stalingrad le 5 juin. Une convergence forte de 2 000 syndicalistes a émergé. Et enfin un « espace politique » s'est constitué aussi avec des organisations socialistes et communistes, un rassemblement de syndicalistes. La seule difficulté reste la collecte des parrainages. Nous n'en sommes qu'à 170 signatures alors qu'il en faut 500...

C'est si compliqué d'obtenir les parrainages pour la présidentielle ?

On découvre. En 2012, cela s'est fait tout seul, mais plus tard dans l'année, c'est vrai. Entre-temps, il y a eu les municipales, des majorités ont changé. Mais cette bataille n'est pas gagnée d'avance. Dans certains départements qu'il dirige, le PS fait une police féroce. D'autres anciens alliés espèrent encore que je me plante, pour pouvoir revenir aux arrangements ou à leurs colloques dans les catacombes. Des signaux extrêmement négatifs sont aussi arrivés. Le pire de tous, c'est que le PCF, dès le mois de septembre, aura désigné tous ses candidats aux législatives. Là, il n'est plus question de primaire, ni de « larges convergences » ni de « cadre collectif » ou que sais-je ! J'en déduis que la discussion est close. Dont acte. « La France insoumise » investira des candidats dans toutes les circonscriptions. J'espère que beaucoup d'insoumis, femmes et hommes syndicalistes, lanceurs d'alerte, intellectuels, accepteront de porter ces couleurs. Peut-être même des candidats communistes se proposeront-ils. D'une déception peut venir un bien. Car, au fond, vouloir élire un président et une majorité parlementaire, c'est une même démarche. Pour l'avoir ignoré la dernière fois et aussi pour avoir investi 80 % des candidats d'un même parti, nous avons perdu la moitié de nos voix entre les deux élections.

Mais dans les mois qui viennent, les communistes vont devoir se retrouver derrière vous, ou aller à la primaire de la Belle alliance, ce qui a été plus ou moins écarté lors du Congrès. Vous allez devoir vous reparler...

Ce n'est pas un problème. Ma porte est ouverte. Mon intention n'est pas d'abuser d'une position qui est devenue aujourd'hui la plus confortable. Mais elle n'est pas tombée du ciel ! Nous sommes allés la chercher avec les dents, sur une ligne stratégique et un programme certes en cours d'élaboration mais fermement charpenté par « l'humain d'abord ». Nous avons acquis notre position par la constance, le travail méthodique, le partage des tâches. Je suis donc bien sûr totalement ouvert. Mais il y a un cadre ! Certes il est mis en partage mais dans le respect de ceux qui l'ont constitué : c'est « la France insoumise ».

Vous préférez donc la France insoumise au Front de gauche...

Mais c'est le seul cadre qui existe ! Le cartel Front de gauche n'existe plus. La confiance aussi est morte. J'ai été maltraité d'une manière inacceptable. Cherchez un propos de ma part qui traite les dirigeants communistes comme je viens d'être traité ? À quoi ça sert ? Est-ce que je n'étais pas un bien commun en tant qu'ancien candidat ? Pourquoi font-ils ça ?

Par ailleurs, la privatisation du Front de gauche a été inouïe. À chaque élection partielle, j'ai appris dans la presse qu'il y avait des candidats Front de gauche. Parfois, il y en avait deux opposés entre eux, et les deux étaient communistes comme dans la Somme et la Loire-Atlantique ! Quel chaos illisible ! Dernier exemple à Notre-Dame-des-Landes où le PCF départemental a mis le logo du Front de gauche dans sa campagne pour le « oui ». Cela contre non seulement tous les partenaires du Front de gauche mais également contre les fédérations communistes environnantes. Où va-t-on avec des méthodes pareilles ?

Je suis obligé de tourner la page, parce que ce type de comportement relève du vieux monde, de la vieille politicaille. J'ai intérêt à me tenir très à distance de tout cela, pour indiquer que le bien commun que je suis et le personnage fabriqué par notre histoire commune depuis 2012 ne sont pas encalminés là-dedans. « La France insoumise », pour l'instant, c'est : un sigle, une plateforme d'action citoyenne absolument ouverte à qui le souhaite. C'est un espace de citoyens. Il est mis en mouvement par un comité opérationnel de campagne. Est en train de s'installer aussi un « espace politique » d'appui. Il regroupe aujourd'hui le PG, la NGS [Nouvelle gauche socialiste – ndlr], “Ensemble-insoumis” et divers groupes et personnalités communistes, comme par exemple la fédération PCF des Deux-Sèvres, les pétitionnaires communistes qu'impulse notamment Francis Parny, Christian Audoin, figure communiste de « Limousin terre de gauche ».

Nous accueillons tous ceux qui arrivent dans les conditions qui leur conviennent sachant que tous ont une même forme d'action à la base : les groupes

d'appui. « La France insoumise » est donc un cadre extrêmement large, souple car il se formalisera en avançant et au fur et à mesure des nécessités de l'action et de l'envie de chacun d'avancer.

Y aura-t-il un conseil politique qui vous entourera dans cette campagne, et qui pourra discuter la ligne ?

Il va se créer d'ici au 15-16 octobre prochain, date de la première convention du mouvement « La France insoumise » sous la forme d'une assemblée représentative. Je reprendrai les conclusions positives de l'expérience du M6R (Mouvement pour une 6^e République). Il est vraisemblable que l'on fera du tirage au sort, notamment parmi les fondateurs des groupes d'appui, qui forment la structure de base actuelle du mouvement.

Chacun des « espaces » sera représenté soit parce que eux-mêmes auront décidé de leur forme de représentation, soit parce qu'on y fera à nouveau du tirage au sort. Mais le mouvement ne décidera qu'à la fin de la campagne s'il devient une structure politique permanente. Il faut que tout le monde comprenne que c'est l'action qui nous fédère. Nous sommes en campagne électorale. Il s'agit de convaincre, pas de moissonner des électors captifs. Dans notre univers, les gens ont tendance à confondre une élection avec un congrès. Lors de cette campagne, les organisations politiques qui veulent soutenir participeront à « l'espace politique ». Elles garderont leur autonomie de décision mais ne parleront pas au nom de la « France insoumise ». Et les décisions les plus importantes, lors du second tour de l'élection présidentielle, que j'y sois ou pas, seront prises par le suffrage direct de tous ceux qui auront soutenu la campagne.

Et concernant les législatives ?

La méthode n'est pas encore fixée. Nous avons été pris de court par la décision du PCF d'investir partout ses candidats. Nous ferons de même avec un seul label, un seul programme, un seul matériel de campagne.

Vous allez déposer 577 candidats insoumis aux législatives et après il y aura des négociations ?

Il y aura un processus d'investitures, dont on n'a pas fixé la nature, mais il y en aura un. Je souhaite que tout soit réglé à la convention d'octobre du mouvement. Parmi les candidats, il y aura des militants politiques, mais l'attention principale sera donnée à la présence de syndicalistes, de lanceurs d'alerte, de gens qui sont représentatifs de cette France insoumise. Je n'ai pas un discours anti-partis, j'ai un discours « hors parti ». C'est très différent.

Puisqu'on parle de primaire, de concurrence à gauche, comment imaginez-vous les choses en termes d'espace politique si Arnaud Montebourg et/ou Nicolas Hulot sont candidats ?

Vous citez deux personnes qui sont plus ou moins dans l'espace culturel, sémantique, qui est le nôtre. Sauf qu'à l'évidence, monsieur Montebourg est dans une logique productiviste, ce qui n'est pas le cas de monsieur Hulot. Mais monsieur Montebourg est dans une logique de souveraineté populaire, ce qui n'est pas tout à fait le cas de monsieur Hulot. D'une manière ou d'une autre, ce sont des personnalités qui fécondent le champ culturel qu'on a intérêt à voir renforcé dans l'opinion. Pour moi, ce ne sont que des bonnes nouvelles.

Mais je ne me sens pas concerné par des compétitions de cette nature avec eux. Pour ma part, je me bats pour construire un espace politique majoritaire en France avec sa spécificité. Et je sais que la synthèse que je porte n'existe qu'à cet endroit-là. « La France insoumise » n'est pas un parti de plus, c'est un mouvement inclusif. Je voudrais être un bâtisseur du futur, en installant un programme au sens historique du terme, sur des points émergents de la lutte, et de l'histoire profonde de l'espace progressiste et humaniste en France. Je laisserai, en toute hypothèse, un outil d'action de masse, des moyens matériels et un programme à la génération suivante. Pour ma part, je n'ai jamais pensé que le monde se limitait à ce que j'y fais à présent.

Une telle compétition risque de nuire à l'efficacité et à votre résultat...

Ce n'est pas sûr. Hulot a plein de talent de conviction, dont celui de prendre de l'espace à monsieur Bayrou ou à monsieur Hollande, ce que je ne peux pas faire aujourd'hui aussi bien. Par ailleurs, au terme de la compétition de la primaire, des gens ne se sentiront plus représentés au regard de ce qu'ils auront défendu.

En 2012, Montebourg avait contribué à désenclaver notre message... Je n'ai jamais rien à perdre au débat d'idées quand il est animé par des gens de talents.

Boîte noire

L'entretien a duré 1 h 45 dans un bar, à Paris. Il a été relu et complété à la marge par Jean-Luc Mélenchon avant sa publication. Un grand merci à Lénaïg Bredoux pour son aide de relecture.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.